

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la justice

Arrêté du 2 avril 2024

Fixant la liste des organisations syndicales et de leurs représentants aptes à siéger au sein de la commission administrative paritaire nationale du corps de commandement du personnel de surveillance de la direction de l'administration pénitentiaire

NOR : JUSK2406232A

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 modifié relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 21 avril 2022 relatif aux commissions administratives paritaires compétentes à l'égard de certains corps de fonctionnaires du ministère de la justice ;

Vu l'arrêté du 20 décembre 2022 fixant la liste des organisations syndicales et de leurs représentants aptes à siéger au sein de la commission administrative paritaire nationale du corps de commandement du personnel de surveillance de la direction de l'administration pénitentiaire ;

Vu les procès-verbaux de dépouillement des scrutins établis le 8 décembre 2022 ;

Arrête :

Article 1^{er}

L'article 1^{er} de l'arrêté du 20 décembre 2022 susvisé est remplacé par :

A l'issue des résultats aux élections professionnelles 2022 du ministère de la justice, la liste des organisations syndicales et de leurs représentants siégeant au sein de la commission administrative paritaire nationale du corps de commandement du personnel de surveillance de la direction de l'administration pénitentiaire et le nombre de sièges de titulaires et de suppléants attribués à chacune d'elles sont fixés comme suit :

SYNDICAT	MEMBRE(S) TITULAIRE(S)	MEMBRE(S) SUPPLEANT(S)
UFAP UNSa Justice (2 sièges)	M. Luciano DUCCESCHI Mme Eléonore SCHREINER	Mme Amandine CORDIER Mme Nadia LABIOD
FO Justice (2 sièges)	M. Arnaud SCHADE M. Vincent PARDOUX	Mme Delphine REMY Mme Elodie SYLLA

Article 2

Le présent arrêté sera publié au bulletin officiel du ministère de la justice.

Fait le 2 avril 2024.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Par délégation,

P/ Le directeur de l'administration pénitentiaire,

M ETIENVRE

